

GRAND ENTRETIEN - LE FIGARO

Hubert Vedrine

L'ancien ministre des Affaires étrangères livre un dialogue à la vision de la guerre opposée à la France et Israël. Plutôt que de choisir la guerre de civilisation, la France doit à tout prix œuvrer pour trouver une issue politique, ce qui passera par la reconnaissance d'un État palestinien. Il analyse les fractures qu'accentue ce conflit dans notre pays. Le Figaro - Le président Emmanuel Macron s'est rendu en Israël et à Ramallah, ainsi qu'à Amman et au Caire. Il y a affirmé sa volonté de relancer un processus de paix. Cette position d'équilibre vous paraît-elle conforme à la doctrine de la France ? Hubert VEDRINE.- Oui, on y revient, mais il ne s'agit pas tant d'être équilibré que d'avoir une position juste et soutenable par ceux des Israéliens et ceux des Palestiniens qui veulent une solution contre ceux qui n'en veulent pas, et d'être compris par tous les Français. La proposition du président d'une "coalition" internationale anti-Hamas a été reformulée tout de suite en "initiative de paix et de sécurité pour tous". Il faudra voir comment elle peut-être endossée par les Européens et par les Arabes, mais cette ouverture initiale était sans doute un signal envoyé aux Israéliens traumatisés par les horreurs du 7 octobre pour montrer que la France était prête à aller très loin dans la solidarité, pour rendre audible son plein réengagement dans un processus politique pour un État palestinien. Vous verrez d'ailleurs qu'on ne pourra pas traiter le Hamas exactement comme Daech. Outre les actions humanitaires françaises bienvenues et les efforts pour les otages, plus important est donc à mes yeux, la remise au premier plan de l'idée qu'il y a toujours une question politique palestinienne à résoudre, et à terme un État palestinien à créer. C'est renouer avec la position de la France depuis Giscard à Venise, en 1980, et Mitterrand en 1982, à la Knesset, sur la solution à deux États. Position qui avait été poursuivie jusqu'à Chirac, mais ensuite abandonnée ou négligée par tout le monde, y compris la France, et même les pays arabes. L'action terroriste du Hamas a surpris tout le monde. Comment en est-on arrivé là ? C'est un sous-produit, horrible, de vingt années de "politique imbécile" (dixit Elie Barnavi). Il est donc indispensable, pour l'avenir, de rappeler comment, pourquoi et par qui, le processus de paix lancé avec un immense courage par des leaders tel qu'Itzhak Rabin et Yasser Arafat, a été méthodiquement saboté par des fanatiques, de part et d'autre. Rabin a été assassiné par un extrémiste juif, jamais condamné par l'extrême droite israélienne. Le champ libre a été donné en Cisjordanie aux exactions de colons fanatisés et même racistes. Israël a rejeté d'emblée en 2002 le plan du roi d'Arabie saoudite Abdallah (paix contre territoires). Des conseillers d'Arafat qui travaillaient à la paix comme Issam Sartouï ont été assassinés par des extrémistes palestiniens, qui ont aussi perpétré des actes de terrorisme aveugles en Israël, et cela jusqu'à la barbarie inouïe du 7 octobre. Mais le gouvernement israélien est mal placé pour déplorer l'affaiblissement de l'autorité palestinienne au profit du Hamas, car c'est ce qu'il voulait ! Avec le résultat abominable que l'on voit. Or, "Nul ne peut se prévaloir de sa propre turpitude". La montée de l'islamisme a été ensuite une aubaine pour les nationalistes israéliens. Si les Américains se souciaient vraiment de la sécurité israélienne à long terme, ils auraient dû soutenir à fond, quand l'islamisme était moins fort, dans les années 1980, l'idée d'un État palestinien et le parrainer, ainsi qu'imaginer une confédération Israël, État palestinien, Jordanie. Il faut tous se remémorer ces sabotages et les occasions manquées, pour que cela ne recommence pas. Relancer le processus de paix, n'est-ce pas donner raison aux terroristes pour qui ces attaques étaient un moyen d'obtenir des concessions ? Et donc continuer à nier la question politique palestinienne, et ne rien faire ? Impensable. Il ne s'agit pas de donner raison aux terroristes mais au contraire de recréer contre eux une Autorité palestinienne crédible. Un "camp de la paix" en Israël pourrait même renaître, par pur réalisme, pas par idéalisme. Des Israéliens eux-mêmes vont dire qu'ils ne peuvent pas rester éternellement dans cette situation, d'autant que Netanyahu n'a même pas réussi à les protéger. La moitié au moins de l'armée était en Cisjordanie pour protéger les exactions des colons ! Être solidaire du peuple d'Israël, oui, et le président l'a très bien dit. Soutenir le gouvernement israélien inconditionnellement ? Non. Ce serait disculper Netanyahu et sa politique du pire. Revenons à ce que disait Rabin : « Je combattrai le terrorisme comme s'il n'y avait pas de processus de paix, mais je poursuivrai le processus de paix comme s'il n'y avait pas de terrorisme ». Le fait d'être éprouvés par le terrorisme ne dispense pas d'être stratège. Biden lui-même a dit aux Israéliens de ne pas rééditer les erreurs de Bush après le 11 septembre. Il faut assécher les sources du terrorisme, pas le galvaniser par des luttes mal conçues. Deux peuples pour un territoire. N'est-ce pas par nature insoluble ? La solution à deux États n'est-elle pas vouée à l'échec ? Elle n'a pas échoué. Elle a été tuée dans l'œuf. Et l'objection serait valable s'il existait une meilleure solution, mais il n'y en a pas. J'y reviens : le président a eu raison de relancer aussi (comme Biden) la recherche d'une solution politique - aussi insoluble que cela puisse paraître - car ce serait répondre à une exigence de justice pour les Palestiniens et renforcer la sécurité d'Israël, mais aussi des pays européens. Sinon, quelle autre option ? Un combat affreux jusqu'à la fin des temps ? On ne peut s'y résigner. Le gouvernement israélien a-t-il eu tort de vouloir mettre en œuvre les accords d'Abraham avec des pays arabes, espérant ainsi leur faire abandonner la cause palestinienne ? Oui, puisque cela a échoué. Cela n'était pas le fait d'Israël seule, mais des États-Unis de Trump et de plusieurs gouvernements arabes. Comment ceux-ci ont-ils pu croire qu'il serait possible de normaliser les relations d'Israël avec le monde arabe en passant par pertes et profits la cause palestinienne ? Compte tenu de l'enfer qu'est Gaza, c'était offrir sur un plateau à l'Iran et au Hamas une arme létale anti-normalisation ! Plus globalement, la position gaullo-mitterrandienne, alliée des États-Unis, mais non alignée, n'est-elle pas périmée dans un monde où l'ennemi nous désigne comme appartenant à l'Occident ? N'avons-nous pas, in fine, le même ennemi qu'Israël ? Et elle est plus nécessaire que jamais. Quels Israéliens disent cela ? On se fourvoierait en revenant maintenant à l'approche américaine binaire post 11 septembre : la guerre globale "contre le terrorisme". Si on s'enferme dans l'idée simpliste d'un affrontement entre "démocraties" et "dictatures", et si on croit que l'Occident va gagner contre tous les autres, the rest ; si l'Occident, animé par une nostalgie de son monopole du pouvoir, pourtant évanoui, n'a rien de plus intelligent à proposer que son bon vieux manichéisme, il y a de quoi être inquiet ! L'Occident triomphaliste d'après la fin de l'URSS, et notamment les États-Unis, a commis des erreurs phénoménales sur l'Afghanistan, sur la guerre en Irak - Chirac et Villepin avaient totalement raison en 2003 - sur le Proche-Orient, en laissant carte blanche à Netanyahu, et ailleurs également. Cette vision d'un affrontement global des pays musulmans contre nous oblitère que dans tous les pays musulmans, face à la pression islamiste, alimentée de façon irresponsable par l'Arabie jusqu'à l'arrivée de MBS, il y a aussi des forces sociales et politiques énormes qui lui résistent courageusement et qu'il faut aider. Un jour, à Chirac me disant qu'il condamnait la "théorie" du choc des civilisations, je répondis qu'il valait mieux combattre le risque que de condamner la théorie. Les alertes de Samuel Huntington [l'auteur du Choc des civilisations NDLR] n'étaient hélas pas infondées. Il faut renforcer dans chaque civilisation les modérés. Par exemple, ne pas mener de politiques qui donnent, dans la guerre interne à l'Islam, des arguments aux islamistes. On voit en France et dans les populations européennes un fort soutien à la cause palestinienne... cela en dit-il long sur l'état des fractures produites par le multiculturalisme ? Chez les musulmans partout en Europe, comme partout ailleurs, oui. Cela ne devrait pas surprendre. Tout s'est envenimé par l'absence de solutions. Notre aveuglement a laissé les propagandistes wahhabites ou salafistes faire campagne sans résistance dans les populations musulmanes d'Europe qui ne voient la question du Proche-Orient que comme "coloniale". Déjà, il y a une vingtaine d'années, les principaux imams français avaient confié à Jean Daniel « qu'au moins la moitié de la jeunesse musulmane rejette la République, veut la charia ». Qu'a-t-on fait contre ça ? Il y a eu une naïveté multiculturaliste, universaliste et migratoire phénoménale en Europe. On en sort, dans la douleur. Je ne comprends pas que les dirigeants européens se soient laissés impressionner par le concept "d'islamophobie" inventé par des islamistes pour paralyser toute résistance à leur progression. Que pensez-vous des prises de position de Jean-Luc Mélenchon sur le Hamas ? Je ne comprends pas qu'il n'arrive pas à dire sur le Hamas ce que Arafat lui-même disait quand il condamnait les actes terroristes du Hamas contre l'OLP. Incompréhensible. Ou terrifiant. On a vu des manifestations très imposantes en faveur des Palestiniens dans les capitales occidentales. Pensez-vous que l'opinion des pays occidentaux sur ce conflit a changé, aussi bien à la faveur d'une évolution démographique que de la progression des idées décoloniales qui assimilent Israël au mal absolu ? Du fait d'une immigration massive et incontrôlée, il y a en Europe un nombre de musulmans sans précédent. Attention, nous avons besoin d'immigration, choisie et négociée, et l'immense majorité des musulmans cherche à s'intégrer ! Mais le fait que beaucoup d'entre eux se sentent concernés par ce qui se passe à Gaza n'est pas étonnant. L'amalgame qu'ils font entre la colonisation, les Palestiniens, le Hamas, etc. nous choque, mais tout a été fait pour ! En Amérique, le soutien à la politique israélienne devient moins systématique. Même le Wall Street Journal découvre la souffrance palestinienne. C'est le résultat des gouvernements Netanyahu. N'y a-t-il pas une stratégie du choc, assumée par les ennemis de l'Occident pour déstabiliser les démocraties qui ont peur de l'usage de la force ? Ce serait trop facile de tout ramener à une lutte entre les démocraties, c'est-à-dire l'Occident, et les autres. Tous les pays du "Sud global" qui ne veulent pas retomber sous la coupe des Occidentaux ne sont pas nos ennemis et, d'ailleurs, ils ne sont pas unis. Je pense qu'il y a eu, à notre détriment, une grande imbecillité stratégique américaine depuis G. W. Bush, que les Européens ont trop suivi, mais pas du tout avec Biden. Et une grande naïveté européenne sur la fin de l'histoire version Fukuyama, selon laquelle nous allions désormais fixer seuls les valeurs du monde, sermonner, sanctionner, bombarder, user sans limites du droit d'ingérence. Voyez le résultat ! Quarante pays à l'assemblée générale de l'ONU, représentant les 2/3 de l'humanité, se sont abstenus sur la résolution condamnant l'invasion de l'Ukraine par la Russie. Et les perceptions sur le drame de Gaza sont totalement antagonistes. En employant ce discours ne cédez-vous pas à la repentance et à la culpabilisation de l'Occident ? Absolument pas. Je ne suis pas tout le repentance et encore moins pour les errements du wokisme et de la cancel culture, mais pour le « RETEX », le retour d'expérience, comme le disent les militaires. Qu'est ce qui a marché, ou pas ? C'est une nécessité. La politique suprémaciste occidentaliste menée depuis la fin de l'URSS nous a conduit là où nous sommes. Nous avons perdu le monopole de la puissance et ne pourrions plus gouverner seuls le monde. Cela dit, je ne suis pas pour la globalisation des menaces ni pour coaliser nos opposants par notre manichéisme. La globalisation binaire joue contre nous. Je ne suis pas pour entrer dans une guerre perpétuelle de l'Occident contre le reste du monde, que nous ne gagnerons pas ! Je suis pour une approche plus réaliste, plus rusée. La France a-t-elle encore un rôle à jouer ? La France n'est pas une vieille actrice en mal de rôles. Elle a de toute façon des intérêts vitaux à défendre, et d'abord garder ou retrouver la maîtrise de son destin. La France, minée par son pessimisme, doit retrouver confiance en elle. Elle a des atouts. Elle doit faire en sorte que le système européen réponde mieux aux demandes des Européens, chercher sans relâche à réduire la tragédie dans le monde, et enfin soutenir l'écologisation. Propos recueillis par Eugénie Bastié



Source: <https://www.hubertvedrine.net>

Homepage > Publications > Grand Entretien - Le Figaro



30/10/2023